

Les ambitions européennes de la coalition allemande

Le futur gouvernement d'Olaf Scholz se veut plus exigeant que celui d'Angela Merkel sur le respect de l'Etat de droit au sein de l'Union européenne. Et il ne ferme aucune porte au sujet d'une éventuelle réforme du pacte de stabilité.



Olaf Scholz, le candidat SPD à la chancellerie allemande, au congrès fédéral de Juso, à Francfort (Allemagne), le 27 novembre 2021. FRANK RUMPENHORST / AP

Dans le couple franco-allemand, Emmanuel Macron était jusqu'ici l'élément moteur en matière d'ambition européenne. Avec le départ d'Angela Merkel et l'arrivée au pouvoir de la coalition « feu tricolore », dirigée par le social-démocrate Olaf Scholz (SPD), la donne pourrait changer. L'accord de gouvernement auquel sont parvenus le SPD, les Verts et les libéraux (FDP), mercredi 24 novembre, déploie en effet un projet très ambitieux pour une Europe plus fédéraliste que ne l'a jamais imaginée le président français. Et, hasard des calendriers, il est publié au moment où la campagne pour l'élection présidentielle s'intensifie en France.

« C'est un peu la réponse allemande au [discours de la Sorbonne \[du 26 septembre 2017\]](#) . Les Allemands vont même plus loin dans leur ambition d'intégration européenne que Macron. Ils sont plus royalistes que le roi » , s'amuse Sébastien Maillard, directeur de l'Institut Jacques-Delors. Avant d'ajouter : « Sur le fond, cet accord est l'assurance qu'il y aura matière à discuter avec l'Allemagne. » De fait, nombre d'éléments qui y figurent font écho à certains des thèmes que porte le président français. Et même s'il faut plus qu'une entente entre Paris et Berlin pour faire avancer les dossiers à Bruxelles, celle-ci reste une condition sine qua non.

Alors que M^{me} Merkel ne s'est jamais montrée très enthousiaste au sujet de la [Conférence sur l'avenir de l'Europe](#) , promue par M. Macron, M. Scholz et ses alliés veulent au contraire la mettre au service de leurs ambitions européennes. A leurs yeux, celle-ci doit être « mise à profit pour engager des réformes » , y compris si cela implique de « modifier les traités » , afin de « conduire à l'évolution de l'Union européenne [UE] vers un Etat fédéral européen » .

La coalition propose la création d'un véritable « ministre européen des affaires étrangères » et l'adoption de votes à la majorité qualifiée et non plus à l'unanimité pour les sujets relatifs aux affaires étrangères. A l'été 2020, les Vingt-Sept n'avaient pas réussi à s'entendre sur des sanctions contre la Biélorussie, car Chypre avait mis son veto, exigeant que des mesures fermes soient également décidées contre Ankara. A la tête de la diplomatie allemande, Heiko Maas (SPD) était déjà favorable à une majorité qualifiée en matière de politique étrangère. Mais il était assez isolé. « A part la Belgique et le Luxembourg, peut-être être l'Espagne et l'Italie, personne ne le soutenait vraiment. La France se dit ouverte, mais dès qu'il s'agit de prendre position, on ne l'entend plus » , confie une source européenne.

Plus exigeant

La France n'a jamais été favorable à une fédération européenne, laquelle n'a d'ailleurs aucune chance de voir le jour à court terme. Mais elle ne peut que regarder d'un bon oeil la direction que souhaite prendre la nouvelle coalition, qui développe une vision de l'Europe très influencée par les Verts et leur présidente, Annalena Baerbock, future ministre des affaires étrangères. « Cet objectif très ambitieux de l'accord de coalition laisse entendre que le gouvernement allemand est ouvert à des réformes européennes importantes, qu'il est très pro-européen » , explique Eric Maurice, de la [Fondation Robert Schuman](#). Et qu'il y a donc matière à discuter.

Autre motif de satisfaction pour l'Elysée : la volonté de la coalition « feu tricolore » d' « accroître la souveraineté stratégique de l'Europe » , une notion chère à M. Macron. « C'est une véritable évolution pour l'Allemagne, qui a longtemps privilégié une Europe de marché sur une Europe puissance » , se félicite l'eurodéputé macroniste Pascal Canfin.

Partisan d'une plus grande fermeté vis-à-vis de la Chine ou de la Russie, le futur gouvernement d'Olaf Scholz se veut aussi plus exigeant que celui d'Angela Merkel sur le respect de l'Etat de droit au sein de l'UE, considérant que les pays dont la justice n'est pas indépendante doivent être financièrement pénalisés. Un message à l'endroit de la Pologne, en conflit avec l'UE sur ce point.

Par ailleurs, relève M. Canfin, le contrat de coalition « développe une vision du commerce international qui s'éloigne du libre-échange traditionnellement défendu à Berlin » . C'est ainsi qu'il « conditionne » la ratification de l'accord de libre-échange avec le Mercosur à des « engagements juridiquement contraignants (...) en matière de protection de l'environnement, de protection sociale et de droits de l'homme » . De même, il considère que le traité d'investissement entre l'UE et la Chine, qui avait été conclu dans la précipitation fin 2020 et auquel Angela Merkel tenait tant, « ne peut être ratifié pour le moment » .

Transitions écologiques et numériques

Sur les sujets économiques et budgétaires, l'accord a également de quoi rassurer Paris, même s'il contient de nombreuses ambiguïtés. Certes, il réaffirme la nécessité de réduire la dette, mais il ne ferme aucune porte au sujet d'une éventuelle réforme du pacte de stabilité et de croissance, qui encadre les finances publiques des Etats membres. Et ce, malgré l'arrivée du président du FDP, Christian Lindner, au ministère des finances.

« Lindner est un négociateur difficile mais ce n'est pas un idéologue et il a pris l'habitude de travailler avec les Français depuis les élections européennes [de 2019] . Et puis, il y a chez les libéraux allemands une tradition européenne qui laisse penser que nous pourrions trouver des compromis » , estime le secrétaire d'Etat aux affaires européennes, Clément Beaune, pour qui ce « contrat de coalition globalement très pro-européen » ne contient « aucune ligne rouge a priori indépassable » .

Le prochain gouvernement s'engage par ailleurs à investir massivement dans les transitions écologique et numérique sans pour autant augmenter les impôts. Pour concilier ces objectifs qui peuvent paraître contradictoires, poursuit M. Canfin, « Berlin n'aura d'autre choix que d'aller chercher des flexibilités dans le futur pacte de stabilité ou d'ouvrir la porte à la création d'une capacité permanente d'investissements européens qui prendrait la suite du plan de relance » . Rien n'est dit à ce sujet dans l'accord de coalition, mais Olaf Scholz n'avait-il pas parlé d'un « moment hamiltonien » quand les Vingt-Sept s'étaient entendus sur le plan de relance européen ?

Vision très allemande des institutions

L'accord de coalition est également une bonne nouvelle pour le Green Deal européen. Et notamment pour le mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, dont la France réclame la mise en place depuis Jacques Chirac et auquel Olaf Scholz s'est opposé en tant que ministre des finances d'Angela Merkel, au motif qu'il s'assimilait à une mesure de protectionnisme : le gouvernement « feu tricolore » y est favorable, même si le « contrat de coalition », sur ce point, est formulé de façon prudente.

Sur les institutions, en revanche, c'est une vision très allemande qui transparaît. « Alors que la France projette sa Ve République, en mettant au centre le Conseil européen [qui représente les Etats membres] et en défendant une Europe où les Etats sont forts, l'Allemagne a toujours misé sur le Parlement européen » , explique Sébastien Maillard. Le prochain gouvernement allemand, en l'occurrence, souhaite que l'Assemblée législative qui, aujourd'hui, ne peut faire de proposition de loi, ait un droit d'initiative.

Enfin, il défend deux idées dans la perspective des élections européennes de 2024 : la constitution de listes transnationales et la nomination, à la tête de la Commission, du chef du parti qui aura récolté le plus de voix. Lors du dernier scrutin, Emmanuel Macron avait été favorable à la première idée, sans parvenir à l'imposer, mais il s'était opposé à la seconde, comme Angela Merkel. Avec succès.

Thomas Wieder (Berlin, correspondant) et Virginie Malingre (Bruxelles, bureau européen)